947.073
T844r



UNIVERSITY OF
ILLINOIS LIBRARY
AT URBANA-CHAMPAIGN
BOOKSTACKS

LA RUSSIE

EN PRÉSENCE DE LA CRISE EUROPÉENNE.

IMPRIMERIE DE GUIRAUDET ET JOUAUST,
Rue Saint-Honoré, 315.

from the author

LA RUSSIE

EN PRÉSENCE DE LA CRISE EUROPÉENNE

PAR N. TOURGUENEFF,

AUTEUR DE

LA RUSSIE ET LES RUSSES.

PARIS,
AU COMPTOIR DES IMPRIMEURS-UNIS,
QUAI MALAQUAIS, 15.

1848

947.073
T 844n

UN MOT DE PRÉFACE.

Aux personnes qui trouveraient que ce travail, où j'aborde les questions les plus élevées, telles que celle de l'introduction du régime constitutionnel en Russie, est bien superficiel et insuffisant, je dois dire que j'ai publié l'année dernière un ouvrage beaucoup plus complet, où j'ai traité *in extenso* des réformes qui pouvaient être essayées dans cet empire, où j'ai dit tout ce que je croyais pouvoir dire alors sur ce sujet. Cet opuscule n'est que le développement de quelques unes des questions posées dans *la Russie et les Russes;* j'ai voulu seulement indiquer les nécessités nouvelles qui naissaient pour la Russie de l'état actuel de l'Europe.

Champrosay, septembre 1848.

gift-anon

LA RUSSIE

EN PRÉSENCE DE LA CRISE EUROPÉENNE.

To be or not to be, that is the question.

Dans quelque position, dans quelque lieu que nous nous trouvions, le souvenir de la patrie nous y accompagne, et ses destinées ont une large place dans nos préoccupations. Ce sentiment, si naturel dans tous les temps, acquiert une nouvelle force dans un moment de crise comme celui qui pèse aujourd'hui sur l'Europe, quand tout, jusqu'à l'existence des états les mieux assis, semble mis en question.

C'est ainsi que, l'œil fixé sur les terribles événements qui bouleversent le monde, j'ai été amené naturellement, à mon insu, pour ainsi dire, à conjecturer quelles pourraient en être les conséquences pour la Russie, le pays où j'ai reçu le jour, et que, hélas ! il ne me sera jamais donné de revoir.

Pour juger sainement, au point de vue de la politique,

une nation telle que la Russie, il faut bien préciser la position dans laquelle elle se trouve, par elle-même d'abord, et ensuite en raison de ses rapports avec les nombreuses populations extérieures qui ont avec elle des affinités de race ou de religion. Cette dernière considération a presque toujours échappé aux publicistes européens, et de là vient le peu de justesse de leurs jugements sur la Russie.

Naguère encore on paraissait s'être donné le mot pour exagérer sa puissance; aujourd'hui, au contraire, on semble ne la compter pour rien, ou à peu près, dans les combinaisons politiques que l'on met en avant pour reconstituer l'Europe sur de nouvelles bases. La Russie, il faut le dire, ne mérite

ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.

La Russie est grande, la Russie est forte; on le sait, on doit le savoir : elle est forte par elle-même, par son immense population; elle est forte par le caractère de cette population. Mais ce que l'on ne sait pas assez en Europe, c'est que vis-à-vis des autres puissances, elle est forte encore par sa parenté avec de nombreuses populations de même origine ou de même religion, placées en dehors de l'empire, sous la domination d'autres puissances, qui sont le plus souvent ses alliées, mais qui sont quelquefois aussi ses rivales, et même ses adversaires.

Le sentiment de nationalité, et plus encore le sentiment religieux, ont toujours été très vifs chez ces populations. Mais c'est surtout chez celles qui étaient soumises au joug ottoman que ces sentiments se manifestaient avec force; c'est là aussi que les sympathies pour la Russie étaient le plus

énergiques. On sait quelles ressources cette puissance trouvait jadis dans les populations grecques toutes les fois qu'elle était en guerre avec la Turquie : les Grecs alors lui venaient en aide par leurs insurrections, et les cruels désappointements qu'ils éprouvaient quelquefois au rétablissement de la paix entre les deux parties belligérantes ne ralentissaient point leur zèle ; à la première occasion, on les retrouvait aussi dévoués et prêts aux mêmes sacrifices. A cette époque encore, les Grecs peuplaient la flotte impériale, et fournissaient ainsi à la Russie ce qui lui faisait le plus défaut, de bons marins.

Les Serbes et les Monténégrins n'étaient pas moins dévoués à la Russie ; ils donnaient aussi des soldats à ses armées, et au premier signal ils s'insurgeaient contre les Turcs.

Le gouvernement russe répondait à ces sympathies par une bienveillance généreuse et souvent efficace. Catherine II, surtout, se montra reconnaissante envers ces populations dévouées. Entre autres choses, elle avait institué à Saint-Pétersbourg un corps de cadets dans lequel quelques centaines de jeunes Grecs étaient élevés et instruits aux frais du gouvernement. La Russie était ouverte à tous les Grecs qui voulaient s'y réfugier ; des terres furent données à un grand nombre dans la belle province de Tauride. C'est à des émigrés grecs, qui y apportèrent leur industrie, que la ville de Négine, dans la Russie méridionale, doit principalement sa prospérité. Nous en pouvons dire autant d'Odessa, qui a grandi si vite. Ajoutons, à l'honneur des négociants grecs qui se sont établis en Russie, qu'il s'est trouvé parmi eux des hommes de cœur, de véritables patriotes, qui employèrent leurs richesses à civiliser leurs in-

fortunés compatriotes restés sous le joug ottoman. C'est ainsi que les banquiers Zossima faisaient imprimer à Moscou des livres pour l'instruction religieuse et élémentaire et des classiques grecs, qu'ils envoyaient en Grèce, en Morée, etc. Le gouvernement russe encourageait ces nobles entreprises, et comblait leurs auteurs de marques de bienveillance et de distinction.

A ce propos de livres religieux à l'usage des masses, nous citerons un fait qui donnera une idée de ce que peuvent être sous ce rapport les relations de la Russie avec les populations slaves extérieures. A voir ce qui se passe aujourd'hui en Autriche, on croirait difficilement qu'il a pu être défendu aux sujets autrichiens de race slave d'imprimer chaque année au delà d'un certain nombre d'exemplaires d'alphabets, de grammaires et autres livres indispensables pour l'instruction la plus élémentaire. Une convention étant intervenue entre la Russie et l'Autriche, convention qui autorisait la première de ces puissances à entretenir une chapelle et un prêtre russe au lieu où fut enterrée la grande duchesse Alexandrine, femme de l'archiduc palatin Joseph, il y fut expressément stipulé que le chapelain ne pourrait posséder qu'un certain nombre de livres sacrés, qui furent nominativement désignés, et que ces livres ne pourraient être renouvelés qu'à des intervalles déterminés à l'avance. Voilà comment étaient traités les Slaves autrichiens il y a trente ans à peine. Il fallait que la contrebande, ici comme partout, corrigeât les erreurs gouvernementales. Les Slaves turcs étaient peut-être mieux partagés sous ce rapport, ayant plus de facilités pour faire venir des livres de Russie ; mais on leur faisait bien payer d'ailleurs ce petit avantage. Peut-on s'étonner après cela de la sympathie des Slaves pour

la Russie ? Ne devait-elle pas être en raison de l'antipathie qu'ils ressentaient nécessairement pour leurs maîtres hétérodoxes ?

Pour montrer jusqu'où vont les sentiments de ces populations pour leurs coreligionnaires, il suffit du fait suivant. Le gouvernement russe entreprit il y a quelques années, comme on le sait, de faire rentrer dans le giron de l'église orientale les Grecs unis des provinces polonaises. Tandis que l'Europe désapprouvait hautement cette mesure, les Slaves orthodoxes de l'Autriche catholique mirent toutes les cloches en branle dans les villes et dans les campagnes, en réjouissance du triste succès qu'a eu cette entreprise.

Ces sympathies, en un mot, se produisaient sous toutes les formes et dans toutes les circonstances. Les voyageurs russes qui parcouraient la Grèce et les pays slaves étaient reçus partout comme des amis et des frères ; les notabilités se pressaient autour d'eux, leur donnant à l'envi des marques du plus touchant dévoûment, et s'informant avec anxiété des intentions du gouvernement russe, de celles du *czar blanc*, quant à leur délivrance, qu'ils n'ont jamais cessé d'attendre de lui.

Les choses ont changé depuis, il faut bien l'avouer. A partir du fatal revirement qui s'est opéré dans la politique générale du cabinet russe quand l'empereur Alexandre, bientôt après la pacification de l'Europe, abandonnant les voies libérales, entreprit de combattre plus ou moins ouvertement tout ce qu'il avait encouragé jusqu'alors ; à partir de cette époque, on vit le gouvernement dévier de la politique séculaire de la Russie envers les Slaves et les populations coreligionnaires. Sa nouvelle politique, politique rétrograde, essentiellement hostile à tous progrès et contraire

aux intérêts extérieurs aussi bien qu'intérieurs de l'empire, trouva bientôt, sinon sa première, au moins sa plus évidente application, quand les provinces danubiennes, et la Grèce ensuite, s'insurgèrent contre la Turquie.

Le prince Ipsilanty, fils d'un ancien hospodar de Moldavie et général au service de la Russie, avait levé l'étendard de l'insurrection dans les principautés. Cette entreprise, téméraire jusqu'à la folie, pouvait bien contrarier le gouvernement russe. Qu'il la désavouât, rien de mieux; mais il fit plus : il se montra positivement hostile aux malheureux insurgés, et il souffrit sans protester que le chef de l'insurrection, qui s'était réfugié dans les états autrichiens, y fût arrêté au mépris du droit des gens, et qu'il fût enfermé dans la forteresse de Mungatch, où il mourut quelques années après.

A peu de temps de là, l'insurrection, une insurrection plus sérieuse cette fois, éclata en Grèce. Certes, si jamais intervention fut légitime, obligatoire, c'était bien le cas. Tout le monde s'attendait que la Russie volerait au secours de ses coreligionnaires, qui s'étaient tant de fois sacrifiés pour elle. Alexandre resta inébranlable dans sa nouvelle politique, inébranlable jusqu'à la cruauté. C'est en vain qu'il fut sollicité par son ministre des affaires étrangères, le noble Capo d'Istrias, que non seulement ses sentiments comme Grec, mais l'intelligence des véritables intérêts de la Russie, portaient à la guerre contre la Turquie. Rien n'y fit, ni l'évidence des choses, ni la loyauté du ministre. Alexandre était sous le charme d'une influence étrangère : le prince de Metternich avait réussi à lui persuader qu'aller au secours des Grecs, c'eût été encourager l'esprit révolutionnaire en Europe. Capo d'Istrias fut éloigné, et les Grecs

abandonnés à leur malheureux destin. Ce ne fut qu'à l'événement du successeur d'Alexandre que la Russie prit part, conjointement avec d'autres puissances et à l'exclusion de l'Autriche, à la délivrance de la Grèce.

C'est ainsi que l'influence pernicieuse de Metternich sur l'empereur Alexandre ne s'est pas seulement fait sentir dans la politique générale de l'Europe, mais encore dans les affaires les plus intimes de la Russie, dans celles qui touchaient à ses intérêts les plus vitaux, qui intéressaient même son existence politique comme puissance indépendante.

De si généreux services méritaient bien une récompense : aussi a-t-il été constaté, après la chute du fameux ministre de la ligue absolutiste, que l'empereur Alexandre lui faisait une pension de 50,000 fr. par an, et que cette pension, un moment suspendue, fut portée par le successeur d'Alexandre à 75,000 fr. Stein, lui, ne faisait point payer à Alexandre les conseils qu'il était appelé quelquefois à lui donner. Comment les monarques peuvent-ils être assez aveugles pour ne point voir la différence qu'il y a entre le désintéressement et une basse cupidité, pour ne point mesurer à cet indice si sûr la valeur des conseillers dont ils se servent? L'empereur Alexandre a été trompé pour son argent, et il s'est volontairement privé des services d'un des hommes les plus intègres, les plus intelligents, qu'il ait jamais eus auprès de lui.

Depuis ces événements, les relations entre le cabinet russe et les populations tant slaves que coreligionnaires ont toujours été en s'altérant : d'un côté, la bienveillance est devenue de plus en plus douteuse ; de l'autre, les sympathies ont diminué en proportion.

Pour ce qui est de la Grèce, le fait est palpable ; les dis-

positions mutuelles des deux peuples ont singulièrement changé. D'autres influences paraissent avoir remplacé, en partie du moins, l'influence russe dans le nouveau royaume. Le mal n'est pourtant pas sans remède : pour être devenue une monarchie constitutionnelle, la Grèce n'en est pas moins restée un pays faible; elle n'en continue pas moins d'avoir besoin d'appui, et si le cabinet russe n'était pas aveuglé par une haine systématique contre tout ce qui est progrès, contre tout ce qui est liberté, ne fût-ce que de nom seulement, la Russie pourrait recouvrer toute son ancienne influence sur la Grèce constitutionnelle. Pour cela, il n'aurait qu'à montrer plus de bienveillance pour ses coreligionnaires, à les couvrir d'une protection intelligente : car la foi est demeurée la même au cœur des Grecs, et leurs sympathies pour leurs frères en religion ne sont qu'endormies.

Nous pouvons en dire autant des autres populations chrétiennes restées sous la domination plus ou moins immédiate de la Turquie.

Parmi ces populations, les Serbes se font surtout remarquer. C'est un peuple brave, intelligent, attaché à sa foi, et qui est parvenu à se conquérir, par sa valeur et sa persévérance, une existence à peu près indépendante. Le peuple serbe est incontestablement le type le plus pur de l'antique race slave. Aussi a-t-il été de tout temps l'allié-né, l'allié toujours prêt de la Russie dans ses guerres contre les Turcs; aussi a-t-il toujours montré les plus vives sympathies pour l'empire orthodoxe, qui, d'ailleurs, lui prêta une assistance efficace lors de la lutte qu'il soutint dans ces derniers temps contre la Turquie, sous la conduite de Tcherny Georges. La Russie, il est vrai, montra peu de mémoire quand on traita de la paix, et fit bon marché des intérêts des malheureux

Serbes; mais ils oublièrent bien vite cet abandon et les souffrances qu'il leur valut : ils ne pouvaient croire à la perfidie. Cependant, à mesure qu'ils voulurent se constituer en corps de nation, qu'ils voulurent se donner une organisation régulière, voire même un peu de liberté, une constitution enfin, toutes choses qui paraissent antipathiques au gouvernement russe actuel, la bienveillance du cabinet de Saint-Pétersbourg sembla s'éloigner d'eux, et on les a vus récemment, quand ils eurent chassé le prince Milosch et pris pour souverain le petit-fils de Tcherny Georges, réduits à chercher appui et protection auprès du Sultan, tandis que le prince chassé avait recours à l'Autriche, et la Russie parut pencher pour le prétendant plutôt que pour l'élu de la nation.

Il est encore un autre peuple qui a des affinités avec la Russie, et chez lequel nous trouvons à peu près les mêmes dispositions : c'est le peuple Moldo-Valaque, ce sont les habitants de ces provinces danubiennes dont l'attention publique s'est si fort préoccupée depuis quelque temps.

Si l'on en croyait les journaux, un peuple *rouman*, fort de 8 millions d'âmes, serait prêt à surgir dans l'Orient. Parmi les inventions de toute nature qui se produisent chaque jour, celle-là, certes, n'est pas la moins merveilleuse; nous ne perdrons pas notre temps à la discuter. Les Moldaves et les Valaques sont les descendants des anciens Daces. La population des deux principautés ne va pas à la moitié du chiffre avancé; pour compléter les 8 millions, les statisticiens du jour doivent nécessairement emprunter sur quelques peuples voisins, comme les Transylvaniens et autres, qui ne sont ni Daces, ni Roumans, mais tout simplement Slaves.

Quoi qu'il en soit, les mêmes rapports qui unissaient les Grecs et les Serbes à la Russie existaient entre elle et les deux principautés de Moldavie et de Valachie. Ces provinces avaient, en outre, pour les Russes, une grande importance à un autre point de vue : c'est que, par leur position géographique, elles faisaient toujours partie du théâtre des hostilités dans leurs guerres contre les Turcs. C'était pour ces pays, il faut le dire, une triste pérogative : ils avaient beaucoup à souffrir des continuelles invasions des armées russes. Mais qu'étaient ces inconvénients en comparaison des épouvantables dévastations des Turcs, en comparaison même des exactions commises par les autorités locales, appuyées par le Divan? La Russie, d'ailleurs, ne manquait jamais, dans ses arrangements avec la Turquie, de stipuler quelques immunités en faveur des principautés, et l'on ne saurait nier que c'est à son intervention continuelle que la Moldavie et la Valachie doivent leur existence civile et politique. Après la dernière guerre, les deux principautés restèrent quelques années sous l'administration russe. Le pays fut organisé alors, et bien organisé, on peut le dire : une constitution lui fut octroyée qui a porté les meilleurs fruits. Un voyageur français, M. Saint-Marc Girardin, a rendu pleine justice à cette œuvre libérale, ainsi qu'à son auteur.

Ajoutons que les relations individuelles entre les habitants des deux pays ont toujours été et sont encore fréquentes. L'ambassadeur de Pierre I[er] à Paris, le prince Kantemir, homme aussi distingué comme écrivain que comme diplomate, qui a enrichi la littérature russe de quelques productions remarquables, appartenait à la famille princière de la Moldavie. Il en est de même de M. Stour-

dza, qui occupe un des premiers rangs parmi les savants et les écrivains de la Russie. Assez souvent les hospodars, en quittant le pouvoir, venaient se fixer en Russie : nous citerons entre autres le prince Maurocordato.

Et pourtant, ici, comme ailleurs, les sympathies de la Russie se sont considérablement affaiblies. Mais le passé est là, un passé qui n'est pas encore bien loin et qui ne saurait si vite s'effacer, et il suffirait de la mémoire aux Moldo-Valaques pour que de nouveau ils tendissent les bras vers la Russie. Ce retour même ne serait pas éloigné, si nous en croyons le correspondant d'un journal ordinairement bien informé. Voici, en effet, ce que nous lisions dans *les Débats* le jour même où nous écrivions ces lignes (6 septembre) : « Toutes les bonnes dispositions du gouvernement provisoire de la Valachie pour la Porte sont loin d'être partagées par le peuple, qui, au contraire, à diverses occasions, a manifesté un esprit de haine et d'hostilité bien marqué contre les Turcs. Il est à craindre que la Russie n'en profite pour ramener à elle la question. »

C'est ainsi que le gouvernement russe, cédant d'abord à la funeste influence du cabinet autrichien, inspiré ensuite par ses propres frayeurs, aussi puériles que contraires à ses véritables intérêts, s'est aliéné de plus en plus les populations gréco-slaves, naguère encore si sympathiques, si dévouées. La conduite du gouvernement actuel envers la malheureuse Pologne a mis le comble à la mesure et blessé plus profondément encore le cœur de tous les Slaves.

Cependant, quels qu'aient été les torts de la Russie,

nous n'hésitons pas à le répéter, ils seraient bien vite oubliés pour peu qu'elle le voulût, pour peu qu'elle changeât de politique, ne ferait-elle que revenir à la politique de Catherine II. Alors on verrait renaître, plus fort que jamais, ce sentiment naturel qui pousse instinctivement vers elle les masses gréco-slaves, en même temps qu'il les éloigne des Musulmans, et même, quoiqu'à un degré moindre, des autres peuples de race ou de religion différente; alors elle trouverait dans ces braves populations des auxiliaires toujours prêts, qui, dans une circonstance donnée, doubleraient sa puissance d'action.

Que l'on regarde ce qui se passe en Autriche, et l'on jugera de ce que peuvent déjà quelques unes de ces populations restées pour ainsi dire inaperçues jusqu'ici sur la carte de l'Europe. La Hongrie, le plus important des états qui composent l'empire autrichien, vise et atteint à une indépendance presque complète. Les Slaves liés à la Hongrie veulent à leur tour s'en rendre indépendants : une lutte s'engage, et, malgré leur valeur et leur énergie bien connues, les Hongrois sont tenus en échec par les Slaves, et ils se voient forcés de se rapprocher de nouveau du gouvernement central et de lui demander protection.

Nous savons qu'on fait aux Slaves un crime de leurs succès, et nous croyons devoir protester contre la sévérité avec laquelle on les juge. On les accuse de venir au secours de l'absolutisme autrichien contre l'indépendance et la liberté des Hongrois. Sans doute il serait déplorable que les efforts qu'ils tentent pour conquérir leur nationalité tournassent au profit de la réaction autrichienne; mais si la lutte des deux peuples, exploitée par le gouvernement central, pouvait avoir ce résultat, ne devrait-on pas s'en

prendre aux circonstances plutôt qu'aux Slaves eux-mêmes? Que veulent-ils autre chose, sinon ce que tout le monde veut aujourd'hui, une existence nationale? Les Hongrois prétendent bien secouer le joug autrichien, pourquoi ne leur serait-il pas permis, à eux, de secouer le joug des Hongrois? Peut-on leur faire un crime de vouloir se servir de la langue slave, quand les Hongrois veulent se servir de la langue madgiare? Est-ce donc là une exigence déraisonnable? Et pourtant ce droit d'employer leur langue natale dans les actes officiels leur est refusé même par les coryphées du parti libéral en Hongrie, notamment par M. Wesseleni.

Ce sont là toutes choses dont il faut tenir compte quand on veut porter un jugement impartial entre les différentes races que les événements ont mises en présence dans ces contrées.

Il est prudent, du reste, d'attendre l'issue de la lutte pour se prononcer, et savoir si l'on doit condamner les Slaves. Ne dit-on pas que l'Autriche trouve à présent qu'ils l'aident un peu trop? Ne commence-t-elle pas à s'effrayer de leurs succès, à craindre qu'ils ne travaillent pour eux-mêmes plutôt que pour le gouvernement central?

Quoi qu'il en soit, il y a dans ce qui se passe en Hongrie un enseignement qui ne sera probablement pas perdu, et qui devra faire évanouir bien des chimères. Ne s'est-il pas rencontré, en effet, dans ces derniers temps, de grands politiques qui voyaient dans la Hongrie indépendante un état puissant destiné à rallier autour de lui les populations avoisinantes, jusqu'à la Pologne elle-même, et à former ainsi une barrière inexpugnable contre la Russie, contre ces barbares auxquels il n'est sorte

d'obstacles que l'on ne voulût susciter? Il fallait, en vérité, bien de la bonne volonté pour se bercer de pareilles illusions. Tous ceux qui connaissent l'Autriche savaient depuis long-temps que ce qui fait sa faiblesse, c'est-à-dire la diversité des races qui composent sa population, ferait aussi au besoin sa force; que la Hongrie surtout ne pourrait chercher à s'émanciper de la domination autrichienne sans s'exposer à voir les Slaves, qui en Hongrie même sont plus nombreux que les Hongrois, se lever contre elle-même. Tout le monde prévoyait que le gouvernement central ne manquerait pas, au besoin, de faire appel à la nationalité slave pour l'opposer à la nationalité hongroise. C'est ainsi qu'on a toujours maîtrisé ceux qui sont divisés. La Hongrie une barrière contre la Russie! Mais que ceux qui ont rêvé une pareille chimère sachent donc que les Slaves forment la majeure partie de la population de l'empire autrichien (on les évalue à 14 millions), et que, loin d'être jamais un obstacle à la Russie, la race slave serait pour elle, si elle était autrement inspirée, un levier puissant à l'aide duquel elle pourrait soulever, bouleverser, non seulement la Hongrie, mais l'empire autrichien tout entier.

Mais revenons à notre sujet. Nous disions qu'un retour du gouvernement russe vers une politique plus conforme à ses véritables intérêts comme à son passé augmenterait sa puissance d'action, et, par conséquent, son influence politique. Avant d'entrer dans l'examen de ce qu'il y aurait à faire, selon nous, pour qu'il en fût ainsi, constatons que les événements survenus depuis peu en Europe lui ont sensi-

blement facilité ce retour, en l'absence de toute initiative de sa part.

Nous nous expliquons.

La grande difficulté de la politique russe, la difficulté radicale, c'est la Pologne, c'est l'attitude que le gouvernement russe a prise vis-à-vis de la Pologne. Nous avons eu à traiter ce sujet ailleurs; nous avons montré comment cette possession faisait obstacle à tout progrès de la Russie dans les voies de la civilisation, et nous avons été amenés à reconnaître qu'à moins d'événements extraordinaires qui surviendraient en Europe, il était impossible de prévoir une solution satisfaisante.

Eh bien! de graves événements sont survenus, et déjà ils ont quelque peu éclairé cette question ardue; du moins ils ont montré à la Russie la voie par laquelle elle pourrait sortir d'une situation anormale et pleine de difficultés.

Pour rendre notre raisonnement plus saisissable, nous reprendrons la marche des choses depuis le commencement de la crise européenne. Et, avant d'aller plus loin, j'éprouve le besoin de faire une déclaration. Je parle quelquefois de la Russie, parceque j'y pense toujours; mais je voudrais n'avoir jamais à parler, en bien ni en mal, du gouvernement russe. Ce gouvernement a été inique envers moi, inique jusqu'à l'absurdité : c'est une raison pour que j'évite, autant que possible, d'en faire le sujet de mes discussions. Ceci dit, je continue.

Aux cris de liberté qui se sont naguères élevés de différents points de l'Europe, aux déclamations de toutes sortes qui les ont suivis, s'est mêlé plus d'une fois un épouvantable haro sur la Russie; on eût dit que c'était contre elle

que s'étaient dressées les barricades, que les révolutions s'étaient accomplies.

En France, on a entendu se renouveler ces invectives contre « les barbares du Nord, qu'il fallait refouler immédiatement au fond de l'Asie, etc. », invectives qui, pour être vieilles, n'en sont guère plus sensées. Nous voulons croire, pour l'honneur des Français, que le principal, l'unique motif de cette hostilité contre la Russie, se trouve dans les sympathies généreuses dont ils n'ont cessé d'être animés pour la Pologne. On ne saurait l'expliquer autrement. La France n'a pas, ni politiquement, ni commercialement, d'intérêts majeurs à démêler avec la Russie. De son côté, le peuple russe est bien loin d'être animé de sentiments hostiles contre la France; tout au contraire, il vit de sa civilisation, telle quelle; il se nourrit de sa littérature, bonne ou mauvaise; il parle sa langue de préférence à toute autre langue étrangère; il achète ses modes et ses objets d'art; il boit son vin; enfin, une certaine classe de la société russe voit dans la capitale de la France un Eldorado qui fait l'objet de ses plus doux rêves, une autre Mecque où tout croyant aspire à aller au moins une fois dans sa vie.

En Allemagne, le tumulte contre la Russie était encore plus violent. Et cependant les Allemands n'auraient pas dû oublier que la Russie leur a été plus d'une fois utile. Serait-ce donc de l'influence funeste du cabinet russe sur les cabinets de l'Allemagne, influence dont ils auraient eu précédemment à souffrir, que les Allemands auraient voulu se venger en criant si fort contre la Russie? Mais nous leur dirions qu'ils devraient bien plutôt s'en prendre à leurs propres gouvernements, qui subissaient cette influence sans y

être contraints par une nécessité sérieuse. Est-ce que l'Autriche et la Prusse, sans parler du reste de l'Allemagne, n'étaient pas assez puissantes pour résister avec succès à tous les empiétements, à toutes les usurpations de la Russie? Pour être justes, — et les Allemands ont la prétention de l'être, non peut-être sans raison, — ils ne devraient pas oublier non plus que c'est dans l'Allemagne même, que c'est à Vienne que se préparaient toutes les entreprises contre les libertés des peuples, contre la dignité humaine, que c'est de là que partait presque toujours le mot d'ordre qui armait les cabinets rétrogrades de l'Europe des armes de l'oppression et de la perfidie, qui encourageait les mauvaises passions des puissants de ce monde. Oui, c'est la politique autrichienne, c'est cette politique *habile*, qui a précipité l'Europe dans l'abîme où elle se débat aujourd'hui; oui, Vienne aura plus à répondre à ce sujet devant la postérité que Saint-Pétersbourg.

Les cris de haine contre la Russie étaient accompagnés, en France d'abord, puis en Allemagne quand on y fut rassuré du côté de la France par le manifeste de M. de Lamartine, ces cris, disons-nous, étaient accompagnés d'un appel à l'union des deux pays pour marcher ensemble à la délivrance de la Pologne.

A quoi ont abouti ces bruyantes manifestations? On ne le sait que trop, hélas! En France, à la journée du 15 mai (1);

(1) « Qu'il est beau de voir ainsi tout un peuple s'enthousiasmer pour une idée généreuse! », me disait un Polonais de mes amis avec lequel je me promenais ce jour-là au milieu des masses populaires qui quelques instants après envahissaient l'Assemblée nationale aux cris de *Vive la Pologne!* — « Cette démonstration, lui répondis-je, fera plus de mal que de bien à votre cause. »

en Allemagne, aux terribles événements de Posen, et, en fin de compte, aux votes du parlement allemand, votes si peu en harmonie avec les belles promesses du passé.

J'avais donc trop présumé des Allemands quand j'écrivais (1) qu'avec un gouvernement central et unitaire l'Allemagne n'aurait plus besoin ni de la Pologne partagée ni de l'Italie opprimée. L'Allemagne continue à vouloir de tout cela et de bien d'autres choses encore.

A peine constitué, le parlement de Francfort décide coup sur coup qu'une notable partie du duché de Posen est et demeurera incorporée à l'empire allemand; que la Bohême appartient à l'Allemagne ; que Trieste est un port allemand. De grands politiques, de savants stratégistes, prouvent au parlement que Venise, le pays vénitien, et je crois même tout le nord de l'Italie, doivent rester attachés à l'Allemagne, parce qu'ils sont indispensables pour la sûreté de ses frontières du sud. Des flots de sang sont versés pour arracher au Danemarck les duchés de Schleswig et de Holstein, attendu que le nouvel empire a un besoin impérieux d'une flotte, d'une marine. La Hollande, à son tour, est menacée de se voir arracher le Limbourg, toujours parce que c'est un pays allemand; il y a même des patriotes qui demandent que la Hollande tout entière soit englobée dans le bienheureux empire, attendu que. . . . . Je ne sais trop de quelles raisons on appuie cette proposition patriotique. Jusqu'à présent ces intrépides gargantuas n'ont point étendu la main sur l'Alsace et la Lorraine ; ils ont eu la générosité de ne point redemander la Suisse allemande, et ils ont bien voulu laisser à la Russie ses provinces Balti-

(1) Voyez *La Russie et les Russes*.

ques. Le temps, sans doute, n'est pas encore venu ; mais patience !

Si l'ombre de Stein, de ce grand, de ce véritable patriote allemand, a dû se réjouir au spectacle des efforts tentés par les Allemands pour constituer une Allemagne unitaire, combien n'ont pas dû l'indigner toutes ces extravagances *nationales* et *patriotiques!* Que ces patriotes exagérés n'invoquent pas ce grand nom à l'appui de leurs excentricités. De son temps aussi il s'est trouvé de ces enthousiastes qui veulent que l'Allemagne soit partout où l'on parle allemand, et il ne les menaçait de rien moins que des petites maisons. Si ce n'était respect pour les morts, je pourrais citer ce qu'il me disait un jour d'un de ces hommes, de Justus Gruner, auquel il avait donné, en 1813, le gouvernement d'une des provinces du Rhin.

Le résultat le plus clair de tout cela, ç'a été de faire tomber les dernières illusions des Polonais, et jusqu'aux espérances les plus légitimes qu'ils avaient cru pouvoir fonder sur les puissances européennes. Ainsi violemment désillusionnés, ils ont tourné leurs regards vers la Russie, ils ont fini par se demander si ce n'était pas de ce côté que devait venir leur salut. On lit dans le premier numéro d'une publication périodique, *le Slave*, que j'ai sous les yeux : « La Pologne, nous l'affirmons, est éclairée sur sa situation, sur ses véritables intérêts. Abandonnée pieds et poings liés au caprice de l'Allemagne par M. de Lamartine, elle voit cette puissance aux cent têtes profaner sa nationalité en se partageant encore une fois les derniers restes de son territoire. Oh ! alors repoussée dans les bras de la Russie, elle sent pour la première fois cette nation lui témoigner de la pitié et un attachement vraiment fraternel. Les

Polonais ne l'oublieront pas ; ils attendent... Aujourd'hui, autant dans leur intérêt que dans celui des autres nations slaves, les Polonais, au lieu de l'indépendance absolue qui faisait naguère l'objet de tous leurs vœux, ne réclament plus que le rétablissement de leur nationalité, et une protection ferme et efficace donnée à toutes les nations de la race slave. »

Ainsi donc nous avions raison de dire que les événements avaient rendu possible, facile même, la solution de cette question polonaise, dont, il y a six mois encore, on ne pouvait prévoir l'issue. Une voie toute nouvelle est ouverte à la politique russe par cette nouvelle direction de l'opinion polonaise ; suivie avec bonne foi, elle peut conduire à un résultat qui pourra bien n'être pas tout d'abord absolument satisfaisant, mais qui sera toujours préférable à l'état actuel des choses, devenu vraiment intolérable.

C'est donc vers un rapprochement sincère, amical, avec la Pologne, ou du moins avec les Polonais du royaume, que doit tendre la politique russe. Les Polonais, nous venons de le voir, ont fait pour ainsi dire le premier pas ; que le gouvernement russe réponde à leurs avances comme il le doit, avec bienveillance et sincérité, et un meilleur avenir peut encore luire et sur la Pologne, et sur la Russie, et sur tous les pays slaves.

Deux causes naturelles, puissantes, poussent à ce rapprochement : l'affinité de race entre les Russes et les Polonais, et l'éloignement, l'aversion de ces derniers pour les Allemands.

Cette aversion instinctive des Polonais pour les Allemands a de nombreuses raisons d'être. Elle a sa source principale dans le danger dont les menace la nationalité allemande,

dans la crainte qu'ils ont de la voir absorber complétement leur propre nationalité. Que l'on considère un moment les progrès que n'a cessé de faire la nationalité germanique sur la nationalité slave en général, et l'on concevra l'étendue, l'imminence de ce danger. Sans remonter au temps où la race slave couvrait une grande partie de l'Allemagne actuelle, rappelons seulement qu'il n'y a pas plus d'un demi-siècle on parlait encore slave dans quelques villages des environs de Berlin. Une notable partie de la Bohême, pays que Joseph II voulait à toute force germaniser, ne parle plus, ne connaît plus sa langue natale : l'allemand l'a remplacée. Le partage de la Pologne a dû nécessairement faire courir de grands dangers à la nationalité polonaise. Mais les atteintes furent rudes, surtout pour les Polonais échus en partage à la Prusse, et cela non seulement parce qu'ils se trouvèrent en présence d'une civilisation plus avancée, mais encore parce que, dès le commencement de sa domination, la Prusse adopta l'absorption pour principe. Pour y parvenir, elle ne se contenta pas des moyens employés ordinairement dans ces occasions, comme, par exemple, l'obligation de se servir dans les affaires publiques de la langue du peuple dominant, celle de faire ses études dans les écoles et universités du pays conquérant, elle attaqua la nationalité polonaise pour ainsi dire dans sa racine, dans ce qui constitue au plus haut degré la vitalité d'un peuple. Tandis que les villes polonaises se remplissaient d'ouvriers et d'industriels allemands par le fait même de la supériorité de la civilisation prussienne, le gouvernement s'efforçait de peupler les campagnes de paysans allemands. A cet effet, on avait fondé une caisse destinée à acheter les biens fonds qui se vendaient aux enchères. Ces biens ensuite

étaient partagés en lots et distribués par le soin des autorités prussiennes à des colons allemands, à l'exclusion des cultivateurs polonais. Les propriétaires fonciers eux-mêmes se prêtaient inconsidérément quelquefois aux vues du gouvernement prussien en attirant sur leurs terres des fermiers allemands, qui leur promettaient une meilleure culture et un meilleur revenu que les fermiers et les cultivateurs polonais. Les bienfaits même du vainqueur menaçaient de tourner au détriment de la nationalité polonaise. Ce n'est pas sans quelque raison que le commissaire prussien délégué, lors des derniers troubles, pour pacifier le grand-duché de Posen, disait aux paysans polonais : « Vous étiez de misérables serfs quand la Prusse s'est emparée de votre pays ; à présent vous êtes libres et propriétaires de la terre que vous cultivez. » Mais la conséquence logique de cette admonestation est facile à saisir ; cela revenait à dire : « Oubliez que vous êtes Polonais, soyez Prussiens. » Et c'est là précisément ce que les Polonais ne veulent pas, à tort ou à raison ; ils apprécient à leur juste valeur la liberté et le droit de propriété qui leur ont été concédés, mais ils veulent encore, et pardessus tout, à ce qu'il paraît, être et rester Polonais.

Ce système de dénationalisation, si radical et généralement si efficace, n'a pourtant pas suffi à tous les oppresseurs de la Pologne. Un gouvernement, — c'est à l'Autriche que revient cette ignominie, — a essayé d'une autre méthode pour assurer la soumission de ses sujets polonais, pour étouffer leurs aspirations vers la résurrection de leur patrie : le cabinet de Vienne a imaginé d'armer une classe contre une autre, les paysans contre les propriétaires, et les massacres de Tarnow ont manifesté à l'Europe stupéfaite et indignée

jusqu'où peuvent aller l'astuce et la cruauté d'un gouvernement sans principes et sans pudeur.

Tant de griefs ont accumulé dans le cœur des Polonais, du plus petit au plus grand, une haine implacable, qui s'épanche jusque dans les proverbes populaires : il en est un qui dit que « jamais Polonais et Allemands ne seront amis. » Les derniers événements de la Gallicie et du duché de Posen, et les décisions répétées du parlement de Francfort, ont porté au dernier point cette haine instinctive, invétérée.

Or, le cœur humain est ainsi fait qu'une haine violente semble en exclure une autre. Après les événements de Tarnow, des propriétaires polonais, au désespoir, menacèrent l'Autriche de se jeter dans les bras de la Russie ; après les massacres de Posen, les tendances des Polonais pour la Russie devinrent encore plus évidentes. Il y a, du reste, entre les deux peuples, nous le répétons, une affinité qui doit aider à leur rapprochement plus encore que la haine de l'Allemand et d'une façon plus consolante : c'est l'affinité de race.

Les Polonais, en raison même de cette communauté d'origine, n'ont point pour les Russes cette aversion innée, instinctive qui les éloigne invinciblement des Allemands ; tout tend, au contraire, à les rapprocher de leurs frères du nord, jusqu'à l'état civil et politique du peuple russe : on ne saurait haïr ce qui est à plaindre.

De leur côté, les Russes, qui n'ont, je crois, d'aversion pour aucune nation, nourrissent pour les Polonais, on ne saurait le nier, des sentiments que l'on pourrait presque dire fraternels. Dans tous les cas, il n'y a pas entre les deux peuples de ces barrières morales si difficiles à surmonter, et c'est déjà un grand point. Il serait donc facile à

une politique sage et conciliante de faire fructifier ces dispositions mutuelles, et leur union, cimentée par un intérêt réciproque, tournerait infailliblement à l'avantage de l'un et de l'autre.

Et ici j'oserai, non pas certes donner un conseil, mais exprimer un vœu. Je dirai aux Polonais qu'il est à souhaiter qu'ils renoncent à chercher des moyens de salut en dehors d'une alliance fraternelle avec le peuple russe. J'engagerai surtout les politiques européens à dépouiller leurs illusions, à ne pas pousser à la reconstitution de la Pologne malgré la Russie : toutes leurs sympathies, tous leurs raisonnements, tous leurs efforts, échoueraient contre la volonté d'un peuple de 50 millions, inattaquable chez lui, assez fort non seulement pour se défendre lui-même, mais encore pour défendre tout ce qu'il voudra défendre. En vain dirait-on que la politique russe laisse trop peu d'espoir aux Polonais et à leurs amis d'arriver à quelque chose de tolérable, qu'il faut en finir par un suprême effort : la violence se briserait contre la force des choses. Que l'on ne croie pourtant pas que nous voulions imposer une résignation passive aux Polonais et à ceux qui leur veulent sincèrement du bien. Non, certes! Nous admettons l'action, nous la recommandons, nous la provoquons, au besoin nous y aiderions si jamais notre position personnelle pouvait le permettre, mais l'action dans les limites du possible, du raisonnable. Dieu fera le reste. N'oublions pas que les gouvernements passent et que les peuples restent; et le peuple russe n'a pas encore dit son dernier mot dans l'histoire.

Nous avons indiqué la nature, le caractère des liens qui

unissent à la Russie les populations slaves et celles qui professent le culte grec ; il nous reste à examiner ce qu'il y aurait à faire pour que cette communauté de race et de religion produisît tous les bons résultats que l'on est en droit d'en attendre. Mais avant d'aborder cet examen, qui terminera l'exposé de nos pensées, nous croyons devoir jeter un coup d'œil sur la situation actuelle de la Russie, et chercher quel pourra être, pour ce vieil édifice, l'effet de la commotion qui ébranle si profondément l'Europe.

Le besoin de liberté d'un côté, le sentiment de la nationalité de l'autre, tels ont été les deux mobiles du mouvement révolutionnaire qui se propage en Europe depuis le commencement de cette année ; dans la plupart des cas on obéissait à la fois à ces deux mobiles. Le résultat le plus évident de ce mouvement jusqu'à présent, c'est qu'il n'y a plus un seul gouvernement absolu en Europe, excepté la Russie. Il y aura, sans doute, quelque réaction, dans le bon comme dans le mauvais sens, il y en a déjà eu ; la franchise ne sera pas toujours au fond des institutions politiques concédées plus ou moins librement ; il y aura des déceptions, à n'en pas douter ; mais ce qui n'est pas douteux non plus, c'est que l'absolutisme aura disparu à jamais de la face de l'Europe. Ce n'est pas à dire que l'arbitraire ne se produira plus jamais, que l'on n'aura plus à souffrir de procédés inconstitutionnels ; mais le principe de l'absolutisme étant proscrit, tout se régularisera peu à peu, et la légalité finira par régir toute l'Europe.

Ceci posé, quelle sera la situation de la Russie absolue en présence de l'Europe constitutionnelle ?

Recourra-t-elle, comme le voudraient quelques patriotes russes, pour se défendre contre l'envahissement des

idées, au moyen employé par le Céleste Empire pour arrêter les invasions des Tartares? Elèvera-t-elle une haute muraille entre elle et l'Europe civilisée, ou, comme disent quelques uns, l'Europe infectée de la peste révolutionnaire? Comme si elle n'était pas déjà assez isolée par la forme de son gouvernement! Comme si un isolement plus complet, s'il était possible, s'il entrait dans les vues de la Providence, ne devrait pas être son anéantissement, ne comblerait pas les vœux de tous ceux qui veulent sa ruine!

Mais parlons sérieusement.

Nous avons dit ailleurs quels funestes inconvénients le despotisme avait pour la Russie; nous avons démontré l'indispensable nécessité qu'il y avait pour elle à entretenir des relations aussi fréquentes, aussi intimes que possible, avec le reste de l'Europe : nous n'y reviendrons pas. Nous ne répéterons pas nos conjectures sur l'avenir probable ou possible de ce pays. Nous nous bornerons à poser cette question, et la poser c'est la résoudre : — La Russie pourra-t-elle rester à jamais inaccessible à l'influence morale du monde civilisé, de l'esprit européen? Nommez cet esprit comme vous voudrez, esprit révolutionnaire, esprit de désordre, esprit de vertige soufflé par les enfers pour précipiter les peuples dans le néant, à votre aise, messieurs les adorateurs du *statu quo*; mais, vous le voudriez en vain, vous ne sauriez vous dissimuler la puissance de cet esprit; il avance toujours quoi qu'on fasse, même quand il semble reculer, comme aujourd'hui, par exemple, que les doctrines socialistes et communistes voudraient faire remonter les peuples vers la barbarie. — L'homme s'agite, Dieu le mène.

Précisons davantage; parlons d'une chose qui touche aux

intérêts les plus vitaux du peuple russe, de l'esclavage. Croit-on que l'esclavage pourra durer long-temps encore en Russie quand il aura disparu de partout ailleurs? Les puissances mahométanes, comme les puissances chrétiennes, auront aboli cette infâme institution (1), et vous vous berceriez de l'espoir sacrilége de la conserver intacte! Mais les paysans russes finiront par apprendre que des paysans, Slaves comme eux, ont été affranchis dans la Pologne prussienne, dans la Pologne autrichienne, et que non seulement ils ont été affranchis, mais qu'encore ils sont devenus propriétaires de la terre qu'ils cultivent. Ils sauront aussi que même dans le royaume de Pologne et dans les provinces Baltiques, soumis au même sceptre qu'eux, les paysans ne sont plus esclaves.

Parlerai-je de tant d'autres usages barbares qui sont votre honte? Parlerai-je de la discipline atroce à laquelle sont soumis vos malheureux soldats? Mais songez donc que la schlague a été supprimée même en Autriche! Un jour ou l'autre vous aurez à faire la guerre, n'importe contre qui et avec qui. Eh bien! croyez-vous que le contact de vos soldats avec des soldats traités humainement, rationnellement, sera sans effet sur eux, sans conséquence pour le pays, pour vous enfin?

Mais ne quittons point si vite cette question capitale de

(1) La France républicaine non seulement vient d'abolir l'esclavage dans ses colonies, mais d'un trait de plume elle a élevé les esclaves au rang des citoyens. On se plaint de la trop grande précipitation avec laquelle cette mesure a été prise; mais qu'on se rappelle les lenteurs qui l'avaient si long-temps entravée! Il y a dans ce fait un enseignement dont il est bien à souhaiter que la Russie profite.

l'émancipation des serfs. Elle a été agitée dans ces derniers temps ; le gouvernement russe lui-même en a pris l'initiative. Malheureusement rien n'est sorti de cette discussion. Mais tout cela n'a point passé inaperçu pour les paysans ; et, nous vous le demandons, pensez-vous que leur désir de liberté en ait été diminué ?

Une chose surtout est honteuse, est scandaleuse au dernier point, c'est le motif qui sert à rassurer les propriétaires, qui les fait s'endormir dans leur funeste aveuglement : leurs paysans, disent-ils, veulent rester comme ils sont, de peur de tomber sous le régime des autorités publiques ! Qu'a donc fait ce gouvernement russe pour que la position malheureuse des paysans de la couronne serve ainsi d'épouvantail à ces pauvres serfs, pour qu'ils ne veuillent plus de la liberté, dans la crainte de l'avoir telle qu'elle est mesurée à leurs frères non serfs ? Et vous croyez que vous pouvez vivre long-temps encore au milieu d'une telle confusion, au milieu de tant de misère et d'oppression, de tant de calamités de toute espèce ! Mais rappelez-vous donc ce qui s'est passé en Russie même du temps de Pougatchef ! Mais voyez donc ce qui se passe autour de vous, près de vous comme loin de vous !

Si au mois de janvier dernier on eût posé cette question : Quel est le plus probable d'un soulèvement des serfs en Russie ou de l'établissement de la république en France ? tout le monde assurément se serait prononcé contre cette dernière hypothèse. Et cependant la république a été proclamée, et les Français s'attendaient moins à son avénement que vous ne vous attendez peut-être à une guerre d'esclaves. Cette seule considération ne devrait-elle pas suffire pour vous faire penser à régler vos comptes avant que

l'échéance arrive ? Là, songez-y bien, là est la sagesse, là est la justice, là est le devoir. Vous pourrez jusqu'à un certain point vous isoler de l'Europe, vous garantir du contact du monde libre par toutes sortes de barrières, même par des barrières matérielles ; mais rien ne saurait vous défendre contre l'immense danger de l'esclavage tant que vous ne l'aurez pas extirpé de votre sein ; ce danger vous suivra partout et toujours ; vous n'y échapperez pas plus qu'on n'échappe aux remords de la conscience, et, je vous le dis en vérité, vous mourrez de ce mal, si vous n'y apportez un prompt remède.

Ainsi le système d'isolement conseillé à la Russie se traduit à l'intérieur par l'esclavage et le despotisme ; à l'extérieur il aboutirait, nous l'avons dit, à l'amoindrissement de son influence légitime dans les affaires européennes, à son anéantissement politique. Elle ne voudra pas se suicider elle-même.

Que le gouvernement russe se soit ému des bouleversements qui s'opéraient autour de lui, qu'il ait voulu se prémunir contre les funestes doctrines qui ont débordé sur l'Europe, on le conçoit aisément. L'édifice européen est sorti de ses gonds, si l'on peut s'exprimer ainsi, et peut-être de nouvelles secousses lui sont-elles encore réservées. Mais l'ordre finira par triompher, le génie européen nous en est garant ; l'industrie et le commerce, les sciences et les arts, reprendront leur cours ; les idées subversives, les principes anti-sociaux, les doctrines fallacieuses et mensongères, les exagérations philanthropiques, tout cela s'évanouira et fera place à la vérité ; la force morale prendra le dessus sur la force brutale : la marche de l'humanité ne

saurait être arrêtée. De plus dangereux ennemis que ne sont les socialistes et les communistes ont dû céder devant le bon sens des peuples.

Or, quand l'Europe, remise de sa lutte contre l'absolutisme, aura repris, au sein de la paix, sa marche vers les destinées que lui réserve la divine Providence, quelle serait la situation de la Russie, seule avec son principe absolutiste, vis-à-vis de l'Europe républicaine ou constitutionnelle ? Elle pourra conserver avec elle des relations matérielles ; les Russes continueront à lui vendre leurs blés, leurs suifs, leurs potasses, etc.; à lui acheter ses vins, ses articles de modes, etc. Mais les peuples, pas plus que les individus, ne vivent exclusivement de pain ; c'est la nourriture intellectuelle qui fait la véritable force d'un peuple, et cette nourriture-là manquerait à la Russie isolée dans son absolutisme. Elle se tromperait étrangement si elle croyait que sa puissance matérielle suffit pour lui assurer dans le monde la place et l'autorité qui conviennent à sa grandeur. Elle ne devrait jamais oublier que, si, dans diverses circonstances, comme en 1813 et 1814, son action s'est manifestée d'une manière éclatante, elle l'a dû au principe en vertu duquel elle agissait alors plus encore qu'à la force de ses armes, à la valeur de ses innombrables phalanges. Et si, par la suite, le gouvernement russe a pesé d'un si grand poids dans la balance des négociations, s'il a eu sur les destinées de l'Europe une influence que l'on ne saurait nier, ç'a été en partie l'effet, à n'en pas douter, de sa puissance propre, mais peut-être cela a-t-il tenu plus encore à ce qu'il rencontrait un principe conforme au sien dans quelques unes des grandes puissances européennes. Oui, c'est en s'alliant à des puissances absolutistes comme elle, quoique à un degré

beaucoup moindre, que la Russie influait sur l'Europe. Mais dorénavant elle serait seule à supporter tout le poids de la besogne chaque fois, et ce serait souvent, que les principes seraient mis en jeu dans les relations internationales. Or, on a beau être individuellement fort et puissant, on est toujours faible quand on est seul. La Russie, malgré toute sa grandeur, serait faible en Europe quand elle aurait tout le monde contre elle, tout le monde, jusqu'à ce cadavre de la Turquie, que les principes européens réussiraient peut-être à galvaniser quelque peu.

Si donc, pendant que tout, autour d'elle, progresersait suivant la loi de l'humanité, la Russie persévérait dans l'ornière de sa politique actuelle, elle décherrait inévitablement, fatalement, de sa puissance; elle reculerait par cela seul qu'elle n'avancerait pas; elle s'affaiblirait par cela seul qu'elle n'acquerrait pas de nouvelles forces à l'égal des autres nations.

Il y avait jadis dans la langue diplomatique, dans la langue du droit public, une expression qui servait à délimiter la civilisation européenne et la barbarie musulmane : on disait *la chrétienté* par opposition à la Turquie. Prenez garde, vous qui vous complaisez dans l'idée de l'isolement de la Russie, prenez garde que l'Europe émancipée ne finisse par accepter cet isolement comme un fait accompli, et ne s'habitue à dire : *l'Europe libre et constitutionnelle*, par opposition à la *Russie esclave*.

Que les hommes éclairés que la Russie renferme dans son sein, que les vrais patriotes y réfléchissent, et qu'ils épargnent cette honte à leur patrie ; qu'ils méditent, dans un sérieux recueillement, les moyens d'assurer son développement, son progrès vers les hautes destinées auxquelles elle

semble être appelée par les décrets de la Providence. Pour cela, il faut qu'ils écartent tous les préjugés, toutes les inspirations des passions mauvaises, toutes les vanités ou sauvages ou puériles, toutes les chimères *nationales et patriotiques.* Il ne devront pas oublier non plus dans leurs méditations que ce n'est pas sans dessein que le Ciel a fait leur pays grand et fort entre tous les pays de même origine; que cette grandeur et cette force doivent servir non à dominer, non à opprimer leurs frères slaves, mais à les protéger, à les secourir, à les aider dans les efforts qu'ils pourraient tenter, eux aussi, dans les voies du progrès.

Et quelles plus douces méditations pourraient occuper la pensée des hommes qui aiment leur pays d'un amour éclairé, intelligent! Pour nous, elles n'ont cessé de remplir notre esprit dans l'exil qui est devenu notre partage. Nous avons longuement médité, médité avec amour, avec désintéressement, toutes ces *choses russes et slaves*, et c'est le fruit de nos méditations que nous offrons ici ; nous avons voulu apporter notre obole au fond commun d'idées et d'espérances.

Selon nous, — et c'est une conviction bien ancienne, bien invétérée, — selon nous, le salut de la Russie, comme de tous les pays du monde, la condition impérieuse de sa grandeur, de sa puissance, de sa prospérité, c'est la civilisation.

Pour ce qui est des moyens de civilisation, la Russie ne saurait en chercher d'autres que ceux qui ont réussi au monde civilisé lui-même : elle n'a donc qu'a adopter, qu'à s'approprier ceux de ces moyens dont l'efficacité n'a jamais

été douteuse, dont les effets ont été partout identiques, partout bienfaisants.

Le premier de tous, le moyen capital, c'est l'établissement d'un gouvernement régulier, basé sur les intérêts de toutes les classes du peuple, en un mot d'un gouvernement constitutionnel représentatif. Nous avons essayé ailleurs d'exposer ce qui serait à faire pour préparer et pour introduire ce régime en Russie. Nous nous bornerons ici à indiquer les combinaisons propres à relier ensemble les intérêts du peuple russe et ceux des peuples de même origine.

Après de mûres et incessantes méditations, deux voies se sont offertes à notre esprit pour atteindre le but désirable, c'est-à-dire combiner la prospérité de la Russie avec les besoins et les intérêts des autres pays slaves.

D'abord, on pourrait, en établissant le régime constitutionnel et représentatif dans l'empire de Russie proprement dit, introduire un régime semblable dans le royaume de Pologne. On rentrerait ainsi dans les termes des stipulations du congrès de Vienne. La Pologne continuerait à reconnaître le czar pour roi, et elle aurait pour vice-roi un prince de la famille impériale russe.

Nous savons bien que l'essai qui a été fait du régime constitutionnel en Pologne n'a pas été également heureux sous tous les rapports. Mais il ne faut pas oublier qu'alors la Pologne constitutionnelle était liée à une Russie absolutiste. Quand le régime représentatif sera commun aux deux pays, les difficultés disparaîtront en grande partie. Il en restera, sans doute, de fort graves, mais nous discutons dans la supposition que l'on agira de part et d'autre avec

une bonne foi parfaite, sans arrière-pensée; et avec de la bonne foi on surmonte bien des obstacles.

La seule question, celle qui domine toutes les autres, c'est de savoir si une Russie et une Pologne constitutionnelles, soumises au même sceptre, mais séparées administrativement, et ayant chacune leur législature, sont possibles. Cette question n'en est pas une pour nous; il nous semble qu'il n'est pas plus difficile de gouverner légalement que de gouverner arbitrairement; et, les difficultés de cette mesure fussent-elles cent fois plus grandes, qu'elles ne nous paraîtraient pas devoir entrer en parallèle avec le bien qui en résulterait.

L'établissement d'un gouvernement régulier et constitutionnel dans le royaume de Pologne satisferait d'abord à plusieurs des besoins essentiels de cette partie de la population polonaise. On aurait encore à désirer pour les Polonais une complète indépendance politique, et par dessus tout la réunion de tous en un seul corps de nation. Mais, je le répète, les besoins les plus essentiels seraient satisfaits, et un grand nombre des Polonais du royaume s'en contenteraient, à n'en pas douter. Ne serait-ce donc rien, en effet, pour eux, que de revenir à l'état où ils se sont trouvés pendant les premières années de leur existence constitutionnelle sous l'empereur Alexandre? Ne serait-ce donc rien que d'échanger la misère actuelle contre la prospérité d'alors? Ne serait-ce pas beaucoup déjà que d'être délivrés du régime actuel, régime oppressif, arbitraire au dernier point? de n'avoir plus à craindre les mines de Sibérie, les chaînes des casemates, ou ces horribles exécutions qui viennent de temps en temps indigner et épouvanter l'Europe, des supplices atroces tels que celui que les feuilles publiques ra-

contaient il y a quelques jours encore, et qui fut infligé à quatre pauvres ouvriers, condamnés à 1,000 et 2,000 coups de verges, pour avoir tenu devant des soldats des *propos séditieux?* Quand donc, grand Dieu! le pouvoir comprendra-t-il que le sang versé ne fait point la force, que les chaînes ne font point la sécurité! C'est alors seulement, c'est quand la possibilité de pareilles abominations aura disparu, que les Polonais pourront se croire unis à un peuple véritablement ami, à un peuple frère; et quand ils auront cette conviction, la Russie n'aura plus rien à redouter de ce côté, et, libre de cet immense souci, elle marchera d'un pas assuré vers sa destinée, et grandira rapidement en force et en gloire.

En effet, transportez-vous un instant par la pensée vers cet avenir, que hélas! nous n'osons pas nous flatter de voir jamais; figurez-vous le peuple russe se développant pacifiquement sous l'influence bienfaisante du régime constitutionnel, et à côté de lui, sous son égide, le royaume de Pologne recomposant librement ses destinées. Dites, quel ne sera pas l'effet d'un pareil spectacle sur les nombreuses populations slaves comprises dans d'autres états? Ne croyez-vous pas que le cœur de ces bons Slaves battra plus fort que jamais pour la Russie, que leurs sympathies, leur amour, leur dévouement, lui seront plus que jamais acquis? La Russie, de son côté, pourra travailler librement à resserrer encore les liens qui les attachent à elle; elle pourra, comme elle l'a déjà fait du temps de Catherine II, ouvrir dans ses états des écoles où les Slaves turcs, les Serbes, les Monténégrins, etc., viendront puiser la civilisation. Elle pourra aussi donner plus d'extension et de force à ses relations avec les populations non slaves qui lui sont attachées par

la conformité de culte. Alors quel vaste champ d'action sera ouvert devant elle ! quel terrain pour son influence ! Et quelle nation pourrait le lui disputer en puissance quand elle aura pour elle les sympathies actives, et, au besoin, l'appui efficace de soixante millions de Slaves !

Voilà ce à quoi doivent songer et les Russes et ceux qui veulent juger la Russie.

On la redoute esclave, que serait-ce donc libre ?

pourrions-nous dire en parodiant un vers célèbre.

Avons-nous besoin d'ajouter qu'en conseillant à la Russie d'étendre son influence sur les populations gréco-slaves qui sont en dehors de l'empire, nous entendons parler d'une influence toute morale, toute de bienveillance, et que nous sommes loin de vouloir qu'elle cherche à les soumettre à sa domination directe. L'intérêt bien compris de la Russie ne veut pas que ces peuples soient englobés dans ses immenses états; mieux vaut pour elle qu'ils se constituent, qu'ils s'organisent comme ils l'entendent; seulement ils devront toujours trouver appui et protection auprès d'elle.

Une seconde voie, avons-nous dit, conduirait également au but que poursuivent nos vœux : on pourrait donner une seule et même constitution aux Russes et aux Polonais du royaume; les représentants de toutes les populations englobées dans l'empire russe siégeraient dans une assemblée unique.

Le caractère essentiel de ce système serait l'union législative de toutes les parties de l'empire. Il y aurait bien dans

les détails administratifs, dans l'organisation intérieure et municipale, quelques différences nécessitées par les habitudes des populations; mais l'état n'en serait pas moins un sous le rapport le plus capital, celui de la législation générale.

Ce second système ne serait pas exempt d'inconvénients ; mais ces inconvénients, qui tiennent à la nature des choses, au fait d'un grand état dont toutes les parties ne sont pas homogènes, ne seraient jamais un danger pour la stabilité de l'empire, vu la grande prépondérance du peuple russe proprement dit sur toutes les autres fractions de la population. L'entreprise, d'ailleurs, serait-elle donc si déraisonnable? Quand l'Autriche, pour se constituer à nouveau, essaie de grouper autour d'une population de six millions d'Allemands vingt millions d'hommes d'origines les plus diverses, pourquoi la Russie ne tenterait-elle pas de grouper autour de ces quarante-cinq millions d'enfants une quinzaine de millions d'hommes qui, s'ils diffèrent des Russes par l'origine ou par le culte, n'en ont pas moins avec eux de nombreuses affinités?

Et il ne faut pas croire que les populations plus ou moins étrangères qui viennent à être englobées dans un vaste état n'y trouvent jamais d'avantage, que leur minorité comparative les expose infailliblement à être absorbées à leur détriment. Voyons, par exemple, quel serait l'effet de l'ordre de choses que nous supposons pour les provinces Baltiques, une des parties hétérogènes de l'empire russe les plus considérables. Peut-on douter un seul instant que les classes influentes de ces provinces, la noblesse surtout, n'acceptassent avec empressement leurs nouvelles destinées? Allemands d'origine, liés à l'Allemagne par les liens de

la civilisation, les nobles et une partie de la classe moyenne ont sans doute des sympathies pour l'Allemagne; cela est tout simple, tout naturel. Mais ils obtiennent en Russie, en raison même de leur état de civilisation plus avancé, des avantages qui ne sont pas sans importance. La Russie leur offre un théâtre immense où ils peuvent exercer librement, à l'égal des nationaux et souvent même de préférence à eux, leur activité, leur industrie, leurs capacités. Ils trouvent d'incalculables ressources dans son commerce si étendu; ils fournissent à son armée un grand nombre d'officiers et de généraux; dans le service civile, les plus hauts emplois sont souvent leur partage. Certes, il est bien permis de croire que, s'ils faisaient partie de l'Allemagne, ils n'auraient pas à exploiter un champ aussi vaste, ni surtout aussi fertile. Ajoutons que la population des campagnes dans les provinces Baltiques n'est pas allemande, et cette diversité de race donne au gouvernement russe sur ces provinces une action dont malheureusement il n'a que trop abusé dans ces derniers temps.

Les Polonais des anciennes provinces, comme ceux du royaume, trouveraient également, il est permis de le croire, dans leur fusion avec la Russie, des avantages assez grands, assez positifs, pour que la blessure qu'en pourrait recevoir leur amour-propre national leur fût moins sensible. Les Russes, on peut le dire hautement, ne sont point exclusifs ni jaloux, nous venons de le prouver en parlant des provinces Baltiques; toutes les carrières en Russie sont ouvertes à tout le monde; qui que vous soyez qui venez y partager la vie commune, vous serez toujours le bienvenu. Il y a place, et long-temps encore il y aura place, pour tous ceux qui voudront chercher fortune dans cet immense empire. La

concurrence y a toujours été libre sous ce rapport; l'ordre et la liberté ne pourront que la rendre plus féconde.

Il y aurait donc avantage pour tous dans une fusion complète, et ce serait un spectacle bien consolant pour l'humanité que celui que présenteraient les pays appartenant à la Russie réunis ainsi en un vaste tout par les liens d'une sage constitution. Dans cette hypothèse, comme dans celle que nous avons précédemment posée, la Russie pourrait compter sur la sympathie des populations gréco-slaves extérieures, et sa puissance parviendrait à un degré qu'elle ne saurait jamais atteindre avec l'absolutisme.

Je me résume, et je dis : Si la Russie ne veut point descendre du rang des puissances, si elle veut être véritablement grande, forte, il faut qu'elle entre dans la voie de la civilisation. — Elle doit y entrer par l'établissement d'un gouvernement constitutionnel, d'un gouvernement régulier, qui concilie les éléments divers dont sa population se compose, et qui soit de nature à resserrer les liens qui doivent l'unir aux Gréco-Slaves. Elle peut obtenir ce résultat par deux moyens : — en donnant à l'empire proprement dit et à la Pologne deux constitutions distinctes, — ou bien en donnant à l'un et à l'autre une seule et même constitution, en réunissant sous la même loi toutes les populations soumises à son empire.

Entre ces deux systèmes, si nous avions à nous prononcer, nous pencherions pour le dernier, parcequ'il est com-

parativement plus simple. — Mais, quel que fût celui des deux que l'on adoptât, — si jamais l'un des deux pouvait être adopté ! — nous bénirions le jour où nous le verrions mettre en pratique, où nous verrions tous les enfants de la Russie constitutionnelle, tous les Slaves, confondus dans un embrassement fraternel !


UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 127195748